

Bulletin d'histoire politique

Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin À propos du livre *Making History in Twentieth-Century Quebec. Historians and their Society* de Ronald Rudin

Pierre Trépanier



Volume 7, numéro 1, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060291ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060291ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Trépanier, P. (1998). Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin : à propos du livre *Making History in Twentieth-Century Quebec. Historians and their Society* de Ronald Rudin. *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 106–118. <https://doi.org/10.7202/1060291ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

À propos du livre *Making History in Twentieth-Century Quebec. Historians and their Society* (Toronto, University of Toronto Press, 1997, 294 p.) de Ronald Rudin

Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin

•••

Pierre Trépanier
Département d'histoire
Université de Montréal

«Les meilleures raisons se trouvent compromises d'être vues dans sa compagnie» (Charles Maurras).

J'incline à penser que, dans cette étude opportune, Ronald Rudin a largement raison. J'espère qu'il m'en pardonnera l'aveu, qu'il pourrait juger compromettant, venant d'un groulxiste affiché. Il s'est en effet donné beaucoup de mal pour se dissocier des idées politiques de Lionel Groulx, réelles ou imaginaires, et se garantir ainsi des arrêts du Grand Sanhédrin, qui — ce n'est un secret pour personne — est obsédé par le prêtre-historien. Il ne fait pas bon encourir la colère de ce tribunal, comme l'a amplement démontré un certain lieutenant-gouverneur qui n'a pas cru au-dessous de sa dignité de s'y traîner, repent et larmoyant. Scène belle et grande pour les uns; humiliante et nauséuse pour les autres. La stratégie de l'auteur manque de subtilité, non pas d'habileté: après avoir condamné le politique, il a toute liberté d'apprécier l'historien à sa juste valeur. Donnant aussi des gages aux féministes, il n'a rien ménagé pour convaincre le lecteur de sa qualité de bien-pensant. Délivrons-lui séance tenante un certificat de bonne conduite et de tolérance universelle. Il aura besoin de tous les brevets de vertu imaginables pour la raison qu'on vient de dire, et parce qu'il malmène la plupart des historiens de quelque importance. Or y a-t-il le peau plus sensible que la

peau d'un historien? Dans la corporation, meurtrissure vaut flétrissure, et gare à la loi du talion!

Le point de vue de l'auteur est relativiste. J'y souscris, sous réserve d'un tempérament. Le relativisme modéré me semble la seule position épistémologique tenable. Toute œuvre historique est faite, en dosage variable à l'infini, de paradigme et d'idéologie, le premier intérieur et la seconde extérieure à la science. Mais celle-ci reste possible parce que l'historien doit donner ses raisons et accepter de soumettre ses dossiers à l'examen de ses pairs et de ses lecteurs. Ni le positivisme, ni le relativisme radical ne sont recevables. Le structuralisme braudélien, qui est un élargissement du positivisme, écrase les individualités marquantes sous le poids des structures, du temps long et des déterminations matérielles. La simple évocation de Jésus, de Napoléon, d'Hitler ou de Staline suffit à soulever le doute, dans tout esprit réfléchi, à l'égard de ce néopositivisme historique. Le relativisme radical résiste encore moins bien à l'analyse. Cette forme de postmodernisme nie toute frontière entre l'histoire et la fiction. Contre elle, la *shoah* n'est-elle pas l'arme absolue? La position de l'auteur aurait dû être précisée davantage qu'il ne l'a fait. Refuser d'admettre que la discipline historique a connu un progrès constant et cumulatif est une chose; accrédi-ter, même indirectement, les paradoxes postmodernistes en est une autre, et de plus grave conséquence. Le scepticisme se distingue de l'esprit critique. Notre premier grand historien, Charlevoix, se donnait déjà pour but de lutter contre le pyrrhonisme. Imitons-le. Je dis *notre premier grand historien* car l'historiographie québécoise ne commence pas à Garneau. La culture française et la Nouvelle-France sont de notre patrimoine.

Mais qu'est-ce qu'un historien par opposition à l'écrivain d'histoire, celui-ci amateur ou vulgarisateur? Un certain flottement persiste à travers l'ouvrage. L'un des critères retenus est la présence de notes et références. Ici Robert Rumilly ne passe pas l'épreuve. Ailleurs, c'est le doctorat qui fait l'historien. Antoine Bernard, licencié ès lettres et diplômé d'histoire de l'Institut catholique de Paris, serait un amateur. (C'est vite oublier qu'il avait obtenu un doctorat de l'Université de Montréal en 1934.) À ce compte, il faudrait conclure que Jean Hamelin et René Durocher, dépourvus de doctorat, sont des amateurs. D'autres fois, le critère est une production historique abondante appuyée sur des recherches fouillées (p. 121). Ceci disqualifie Maurice Séguin et, surtout, Michel Brunet, un «chercheur médiocre» (p. 114). C'est méconnaître la contribution extraordinaire de Séguin sur le plan du paradigme comme sur le plan de l'idéologie, et dévaluer la parole et l'enseignement. Chez Rudin, l'option relativiste n'inhibe aucunement la faculté de juger et de trancher, comme on s'en apercevait encore.

Je ne voudrais pas attirer des ennuis à Rudin en relevant sa sévérité et parfois sa désinvolture à l'égard de certains historiens, mais je crains que ses appréciations n'impressionnent démesurément les esprits peu nuancés. Marcel Trudel risque de passer pour un menteur; Paul-André Linteau, pour un positiviste attardé et ingrat envers l'École historique de Montréal; Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, pour des chercheurs assez peu scrupuleux dans la manipulation de leurs données. Une fois le livre refermé, Serge Gagnon, spécialiste de l'historiographie, laissera peut-être le souvenir d'un historien à ce point imbu des préjugés dominants qu'il en avait perdu jusqu'à la faculté de comprendre les auteurs dont il dissertait. Les vivants peuvent se consoler à la pensée que les plus maltraités sont des morts: Michel Brunet, suivi de près par Maurice Séguin.

L'auteur est porté à déprécier les contemporains de Groulx à la fois pour le grandir par contraste et pour étayer sa propre thèse. Le cas de Rumilly est patent. Je ne sais pas sur quoi se base l'auteur pour affirmer que Groulx avait peu de considération pour ce dernier. Jusqu'à *Quinze années de réalisations*, péan à la gloire de Duplessis et de l'Union nationale et qui est de 1956, c'était le contraire, et on l'apprend de la plume même de Groulx: «J'ai longtemps entretenu, pour M. Rumilly, une profonde estime¹.» M. Rudin n'a qu'une connaissance superficielle de certains des fonds qu'il a consultés; de même, ses lectures paraissent bien incomplètes. Pourquoi, dans l'œuvre abondante et inégale de Rumilly, n'établit-il pas de distinction entre les bluettes de ses débuts et ses meilleurs livres, telle sa biographie de Mgr Laflèche? Nive Voisine, le plus grand spécialiste vivant de l'histoire du catholicisme québécois — à qui M. Rudin n'accorde même pas l'aumône d'une mention au long des trois cents pages qu'il a noircies — ne craint pas de déchoir de sa chaire d'université en reconnaissant loyalement qu'«il revenait à M. Robert Rumilly de renouveler notre connaissance de Laflèche. [...] il a tracé de l'évêque de Trois-Rivières un portrait minutieux, vivant, vraisemblable, qu'une première lecture nous porterait à croire définitif²». Michel Brunet, Marcel Hamelin, René Durocher ont reconnu ce que l'histoire du Québec contemporain devait à l'*Histoire de la province de Québec*, malgré ses imperfections. Il arrive à M. Rudin de rendre des arrêts trop péremptoires pour être sages, du haut d'une érudition qui n'est pas toujours très sûre.

Dans ce panorama de l'historiographie, des absences intriguent, en particulier celle de Philippe Sylvain, éminent spécialiste de l'histoire intellectuelle. Sylvain n'a jamais nié les particularismes québécois et la puissance de l'ultramontanisme, contre laquelle venaient se heurter les projets des jeunes libéraux. Né en 1915, il était de la génération des Séguin, Frégault et Brunet; au type de formation reçue, s'ajoutent, pour le distinguer, son

engagement religieux et sa foi; il n'a cessé d'aimer l'Église dont il étudiait l'évolution intellectuelle. À relire sa notice sur Mgr Bourget dans le *Dictionnaire biographique du Canada*, on se ressouvient à quel point ce libéral catholique était capable d'admiration à l'égard du grand évêque, à ses yeux une sorte de saint. En définitive, le type d'histoire que Sylvain écrivait dépendait davantage de ses choix idéologiques que de son âge. Née plus tard, Nadia F. Eid donne à son étude de l'ultramontanisme une dimension plus sociale, mais les traits particuliers de la société canadienne-française y sont burinés avec tant de netteté que l'assimilation à la modernité est tout simplement impossible. En ce sens, elle ne rompt pas avec la perspective tracée par Sylvain. Parmi les institutions absentes du livre de M. Rudin, mentionnons la Société des Dix et ses *Cahiers*, qui au fil du temps se «disciplinarent» et à qui leur longévité et la fréquence des références les concernant dans les premiers tomes du *DBC* réservent une place spéciale, qu'il aurait fallu marquer.

On peut s'interroger sur le recours un peu paresseux à la notion de génération, catégorie passe-partout qui n'est jamais explicitée, pour expliquer les différences entre historiens. Il semble régner une espèce d'unanimité parmi les historiens de la génération révisionniste. Ce réflexe moutonnier est paradoxal et ironique chez des intellectuels qui se faisaient gloire d'échapper par la science aux conditionnements idéologiques, au contraire des générations précédentes, sur qui aurait pesé le lourd contrôle social du clergé. Les historiens de la génération d'après-guerre sont-ils tous à ranger dans la classe des révisionnistes? La génération a d'ailleurs ici des bornes floues. Le révisionniste René Durocher illustre assez bien mes réticences. L'auteur glisse sur ce détail que Durocher est né presque une décennie avant Linteau: le premier à la fin de la Grande Dépression, le second au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Sont-ils de la même génération? Pour le dire en passant, le récit de M. Rudin ne rend pas justice à Durocher, qui y joue un rôle étonnamment discret. D'ailleurs ce n'est pas son nom qu'il retient quand il veut typer ses révisionnistes, mais ceux de Linteau, Robert et Normand Séguin. Si Durocher, né pourtant en 1938, est révisionniste, Marcel Hamelin, né en 1937, et Pierre Savard, né en 1936, sont-ils exclus du fait de leur âge? L'analyse des idéologies ne serait-elle pas plus convaincante que les regroupements par génération?

Pour expliquer la défaveur dont Groulx a été victime parmi les révisionnistes, l'auteur invoque les prétentions scientifiques de ces derniers, leur réticence face au nationalisme traditionaliste et — mais insuffisamment à mon avis — leur ressentiment à l'égard du catholicisme. Héritiers de la modernité, les révisionnistes sont pour la plupart des anticléricaux feutrés, des matérialistes et des incroyants. On comprend qu'un fossé profond les ait

séparés de Groulx, dont la vision du monde s'organise autour de la foi. Mais il y a un troisième facteur que ne mentionne pas l'auteur, et c'est la chasse aux sorcières lancée et perpétuée contre Groulx par le Congrès juif du Canada et le B'nai B'rith. Ces institutions juives mêlent l'histoire à leur politique, ce qui est compréhensible, inévitable même. Leur politique, foncièrement hostile au nationalisme québécois, se traduit par une intransigeance où se lit en filigrane une méfiance séculaire envers les Canadiens français. La hargne contre Groulx sert bien cette stratégie. Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que la discipline historique entretient toujours un rapport souvent équivoque avec le devoir de mémoire et la propagande politique bien qu'elle ne saurait se confondre ni avec l'un, ni avec l'autre. La dictature du critère unique, véritable terrorisme intellectuel, enveloppe la personne et l'œuvre de Groulx, flétrit son souvenir. Par dictature du critère unique, j'entends le fanatisme qui, ayant constaté dans une œuvre quelques traits qu'il réprouve, frappe l'ensemble d'interdit. Par son livre, l'auteur viole ce tabou. Mais s'il est courageux, il n'est pas téméraire et sent le besoin de se munir de quelques amulettes. Esther Delisle a droit à un traitement de faveur et l'activité non historique de Groulx est qualifiée par lui de haineuse — «hate-mongering» (p. 57). Je serais curieux de savoir quelle épithète réserve M. Rudin aux véritables fauteurs de haine.

Ces dernières années, on a si peu écrit sur Groulx historien qu'on s'étonne de voir l'auteur écarter de sa bibliographie la moindre publication. Ainsi je ne trouve ni mon article du *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec* sur *l'Histoire du Canada français* de Groulx, ni mon étude des *Cahiers des Dix* de 1992, où, en une trentaine de pages, je soutenais la thèse que Groulx avait été un historien fécond, scientifique, critique et artiste. L'auteur ne cite nulle part — et c'est une lacune plus sérieuse — un texte, à mon sens capital, de René Durocher, un révisionniste atypique en ce sens qu'il s'engage à l'occasion dans les débats civiques, même en plein congrès de la Société historique du Canada et de sa tribune de président, s'il vous plaît. Dans «*l'Émergence de l'histoire du Québec contemporain*³», Durocher raconte son itinéraire d'historien. En inaugurant l'enseignement de l'histoire du Québec contemporain à l'Université de Montréal, il n'entendait pas faire l'histoire des Canadiens français, mais des habitants du territoire québécois, formant une société diversifiée par l'origine, la langue, la culture, les idéologies et surtout les classes sociales. Ces choix marquent une rupture avec l'historiographie existante, ainsi qu'il l'affirme lui-même, mais une rupture peut-être plus profonde que ne le laisse entendre sa communication. «Ni la politique, dit-il, ni l'économique, ni les idéologies ne pouvaient se comprendre sans cette dimension décisive des classes sociales. C'est ainsi, par exemple, que l'idéologie dominante au début du XX^e siècle n'était pas l'idéologie

clérico-nationaliste mais bien l'idéologie libérale.» C'est là le cœur de l'interprétation révisionniste comme M. Rudin l'a amplement démontré: le Québec formait une société normale, comparable aux sociétés occidentales industrialisées et, singulièrement, à celles de l'Amérique du Nord. Mais M. Rudin interprète le révisionnisme comme une nouvelle version de l'histoire «nationale» du Québec (p. 198), marquée par l'apolitisme (p. 214). Je consigne ici mon désaccord. L'histoire révisionniste n'est ni apolitique, ni nationale pour la bonne raison qu'elle est libérale et antinationaliste. Elle prend position politiquement. Le recul nous en instruit: c'est une histoire engagée, mais elle a déserté le camp des Garneau, des Groulx et des Maurice Séguin. Ici se découvre la rupture profonde, celle qui importe pour la suite de l'histoire.

L'interprétation de Linteau et Durocher est exposée dans *l'Histoire du Québec contemporain*, manuel qui règne presque sans partage sur l'enseignement universitaire et, par ce biais, sur l'enseignement de l'histoire québécoise dans les collèges. On pourrait voir dans l'interprétation que développe cette sorte d'encyclopédie historique un écho de la mutation du «nationalisme» québécois, dans toute l'ambiguïté du terme *québécois*. Parce que ces historiens adhèrent au libéralisme renouvelé, social, pourrait-on dire, qui va de pair avec la modernisation de l'État, on peut soutenir que leur œuvre a contribué à fonder historiographiquement l'État québécois. Ils ne sont pas d'ailleurs les premiers à s'être engagés dans cette voie: chargé d'une autre idéologie, Rumilly l'a frayée avant eux, en élevant le gouvernement provincial au rang de sujet digne de l'attention de l'histoire. Durocher et Linteau ont cédé à un entraînement: «Je ne venais certes pas, affirme Durocher, de découvrir l'Amérique en prenant cette position, nous étions des produits de la Révolution tranquille et déjà on parlait de l'État du Québec et des Québécois». Mais, contrairement à celui de Rumilly, leur paradigme n'était pas nationalitaire et leur idéologie n'était pas nationaliste. Tournant le dos à Garneau, à Groulx et à Maurice Séguin, leur version de l'histoire dépouillait de son rôle central la nation canadienne-française, conquise en 1760 et en mal d'affranchissement. Pis encore, les Canadiens français cessaient d'être une nation; ils devenaient un groupe ethnique parmi d'autres⁴. Le glissement de *nation* à *groupe ethnique* est lourd de conséquences car en Amérique du Nord l'ethnicité désigne l'identité culturelle minoritaire. Pour se muer en Américains normaux, les Canadiens français devaient laisser leur statut de nation sinon au vestiaire, du moins au musée, et leurs historiens devaient minimiser l'oppression nationale. Le fil s'est rompu, leur destin a basculé. Ils ont beau être majoritaires au Québec, ils ne sont plus la nation, et le Québec n'est plus leur territoire national. Cela ne peut être une lecture nationaliste de l'histoire car le nationalisme est, pour la nation, la volonté d'investir

l'État. Son but est d'atteindre ainsi la plénitude de «l'agir (par soi) collectif», pour reprendre le vocabulaire de ce maître que fut Maurice Séguin. Aux yeux de Durocher, l'affaire Riel ou la crise des écoles au Manitoba n'étaient que des «querelles ethniques» et non plus des temps forts de l'histoire nationale du Canada-français. Le texte de Durocher, explicite et instructif, lève l'ambiguïté que comporte le vocable *Québécois*: «Il s'agissait d'étudier l'histoire d'un peuple, les Québécois, qui ont une assise territoriale: le Québec. [...] ce que j'étudiais n'était pas un groupe ethnique, mais un peuple, ou du moins une population habitant un territoire, dotée d'une infrastructure économique, d'une organisation sociale et d'un système politique.» On aura remarqué l'hésitation: «un peuple, ou du moins une population». Une nation peut aspirer à l'indépendance. Mais comment une collectivité le pourrait-elle, qui ne se définit que par le territoire qu'elle habite et dont ses intellectuels reprogramment sa mémoire, sans souci de son identité profonde et de la nécessaire solidarité avec les ancêtres?

Ce territoire paraît une catégorie scientifique inattaquable. Mais dans le cadre du révisionnisme, n'est-ce pas une réalité artificielle parce que politique? En effet, en bons historiens matérialistes, les révisionnistes ne jurent que par l'économie, les classes sociales, la géographie et la démographie. La délimitation du territoire en question obéit à une logique qui n'est ni géographique, ni économique. Tout l'axe Québec-Montréal appartient à la macro-région centrale du Canada; le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie s'annexent à la périphérie de l'Est au même titre que les Maritimes; quant au territoire au-delà des Laurentides, il s'agrège naturellement à la périphérie du Nord. Ce n'est qu'au prix d'une inconséquence que les révisionnistes se cantonnent dans l'espace québécois. Logiquement, le Canada, mieux, l'Amérique du Nord devrait être leur domaine.

Ainsi on ne peut échapper à l'évidence que *l'Histoire du Québec contemporain* repose sur un choix idéologique, donc politique. Ce n'est pas nier que l'air du temps suggérait le paradigme retenu. En 1967, Philippe Garigue notait que «les récentes transformations du Québec en font un objet d'étude idéal pour les différents spécialistes des sciences sociales. Par ailleurs, le rôle des sciences sociales dans ces transformations illustre directement combien la connaissance des phénomènes sociaux et le développement d'une société sont inséparables⁵.» Le paradigme trouve sans doute en lui-même sa raison d'être, mais il sert aussi à camoufler des partis pris derrière une proclamation de neutralité scientifique. Étonnement des simples, d'ailleurs, que cette «neutralité» qui, au nom d'une morale supérieure, récuse la morale nationale et sociale des anciens historiens!

Le programme politique de Linteau et Durocher est celui du libéralisme, qui fait le fonds de la Révolution tranquille. Leur histoire est au service de la

technocratie et des nouvelles couches sociales bénéficiaires de la Révolution tranquille. Par le discours de la normalité, cette classe dirigeante, dont Linteau et Durocher sont les historiographes, légitime son entreprise de modernisation, justifie sa domination et se livre à une captation de l'héritage nationaliste. Paradoxalement, en se détachant peu à peu de la rationalité culturaliste pour embrasser la rationalité matérialiste, elle sape l'argumentation de l'indépendance. Si le Québec est déjà industrialisé, urbain, moderne, normal, et que c'est là l'essentiel, pourquoi faire l'indépendance? Comme le fondement de l'indépendance ne peut être que national, donc culturel, la revendication de la souveraineté doit adopter le discours de la différence, une différence opprimée depuis la Conquête. Or les révisionnistes récuse le discours sur la conquête et le discours de la différence comme dépassés et passéistes. Jusqu'à un certain point, leurs écrits trahissent le fait que l'univers culturel des Canadiens français d'autrefois leur reste fermé. Il n'est que de lire les pages que ce manuel consacre à l'histoire religieuse pour constater que le phénomène n'est appréhendé que de l'extérieur, sous l'angle des rapports de pouvoir et du contrôle social. Qu'est-ce que les auteurs ont à dire de la religion comme besoin existentiel, comme croyance, comme expérience personnelle et collective? Rien, ou si peu que rien. Les révisionnistes ont indéniablement enrichi d'un côté notre compréhension du passé, mais c'était pour l'appauvrir de l'autre.

Vu sous cet angle, le manuel de Linteau et Durocher relève-t-il du «colonialisme politique et moral⁶»? Alors qu'il aurait fallu consolider la personnalité nationale malmenée par l'inéluctable processus de modernisation, leur récit la dissocie et, finalement, la disqualifie. L'argumentaire indépendantiste est désormais éthique. L'angélisme impose une politique irréaliste. Les indépendances sont d'ordinaire l'œuvre d'une conscience nationale forte. Une nation qui ambitionne d'édifier un État-nation doit s'emparer du pouvoir, organiser symboliquement à son profit l'espace et le temps, et entraîner dans son sillage les minorités qui partagent son territoire. C'est la voie royale. Les Canadiens français ont appris de leurs historiens qu'elle leur était interdite pour cause de pureté démocratique. Il conviendrait peut-être de s'aviser qu'il ne faut pas pratiquer avant l'indépendance une politique que seules les conditions qu'elle instaurerait pourraient permettre. Quelles que soient les opinions personnelles des auteurs de *l'Histoire du Québec contemporain*, leur prose travaille objectivement pour le camp fédéraliste. Même décentralisé, enseignait Maurice Séguin, le fédéralisme reste une annexion.

La grande réussite de l'étude de M. Rudin est la réhabilitation de Groulx comme historien. Pour ce faire, il a révisé en profondeur la périodisation de l'historiographie québécoise. 1945 n'est plus la ligne de partage des eaux. L'histoire moderne au Québec a commencé de se constituer dans les pre-

mières décennies du XX^e siècle et la Semaine d'histoire de 1925 en est comme l'acte de naissance officiel. Le grand responsable de cet avènement est Groulx lui-même, qui, d'amateur qu'il était, s'est employé à se «professionnaliser» et à «professionnaliser» la discipline par son enseignement et les institutions qu'ils a fondées. Il n'a cessé d'approfondir sa matière et de se corriger. Il s'est révélé un chercheur infatigable. Son antisémitisme lui laissait donc d'amples loisirs. Bref, il est l'historien le plus important de la première moitié du XX^e siècle. Son chef-d'œuvre est de 1950-1952: *l'Histoire du Canada français depuis la découverte*, dont la riche polysémie est voilée par l'analyse unidimensionnelle de l'auteur. En 1963, Marcel Trudel lui rendait hommage au congrès annuel de l'Acfas: «Nous honorons, ce soir, un grand historien. [...] à l'âge de 84 ans, vous faisiez paraître *Le Canada français missionnaire*, un ouvrage de 530 pages solidement documenté et rédigé selon toutes les règles de la discipline historique. [...] Vous voudrez bien accepter [...] cette médaille [Léo Parizeau] en témoignage de l'admiration que nous portons au savant que vous êtes.» Groulx classait lui-même ses écrits en ouvrages historiques et non historiques, comme on peut le voir par la liste de ses publications au début de ses derniers titres. Ainsi la série *Notre Maître, le Passé* ne se classe pas parmi les travaux d'histoire. Il y est bien question d'histoire, mais c'est moins le savant qui parle ici que l'intellectuel engagé. Les commentateurs feraient bien de s'en aviser comme les y invite Groulx lui-même et cesser de confondre ses essais polémiques avec ses études historiques. Dans les premiers, note avec pénétration Jean-Marc Larrue, Groulx use assez souvent d'un «procédé rhétorique qu'il affectionne: l'évocation du passé où l'actualité se lit en filigrane⁷». Dans les secondes, rigueur et retenue l'emportent; l'actualité se fait plus discrète.

Certains dirigeants de l'Institut d'histoire de l'Amérique française rougissent de leur fondateur. À ce sujet, voici une anecdote piquante. En tant que directeur de la RHAF, j'avais préparé, juste avant mon congédiement, un numéro soulignant le 25^e anniversaire de la mort de Groulx. Deux études devaient être précédées d'un court texte liminaire dont j'étais l'auteur. Le préfet du Saint-Office, Jean Roy, délégua un *ensor librorum*, René Hardy, le mal nommé, pour juger de la conformité idéologique de la livraison. Le texte liminaire fut supprimé. On jugera comme ces lignes étaient sulfureuses:

«HOMMAGE À LIONEL GROULX»

«Lionel Groulx est décédé le 23 mai 1967, voilà maintenant vingt-cinq ans, laissant une œuvre de pionnier ainsi qu'un héritage précieux, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et l'Institut qui la publie. La *Revue* se souvient de tout ce qu'elle doit à son fondateur et premier directeur, dont elle salue la mémoire et s'emploie à pro-

longer l'entreprise dans des conditions renouvelées, certes, mais avec le même souci de rigueur et une égale curiosité.»

«L'inspiration profonde de Groulx en tant qu'historien est magnifiquement rendue par Fustel de Coulanges, l'un de ses «maîtres», dans l'introduction à *La Cité antique*: “Heureusement, le passé ne meurt jamais complètement pour l'homme. L'homme peut bien l'oublier, mais il le garde toujours en lui. Car tel qu'il est lui-même à chaque époque, il est le produit et le résumé de toutes les époques antérieures. S'il descend en son âme, il peut y retrouver et y distinguer ces différentes époques d'après ce que chacune d'elles a laissé en lui”. Dans l'exemplaire de Groulx, une marque en marge d'une partie de cet extrait indique l'importance qu'il y attachait. Cette conception humaniste de l'histoire suppose un constant effort de synthèse. Sur ce point et sur quelques autres, il n'est pas sûr que Groulx ne jugerait pas avec quelque sévérité l'œuvre de ses successeurs.»

«À d'autres égards, la pratique historique actuelle le comblerait. En juin 1947, dans sa première livraison, voici quelle tâche il assignait à la *Revue*: “Le fait français, par ce qu'il a été et par ce qu'il reste, forme donc un bloc historique à part, un fait de civilisation de caractère original. Ressaisir ce fait en ses traits communs, comme en ses diverses expressions historiques, le ressaisir surtout en son originalité, ainsi que l'on rajusterait ensemble les ossements épars d'un grand mort, l'œuvre nous a paru en valoir la peine. Œuvre si vaste toutefois que seules la peuvent mener à bien des équipes d'historiens entraînées à travailler chacune sur son terrain...” Chantiers collectifs et spécialisation, telles étaient les deux stratégies que proposait Groulx, de façon très moderne. Aujourd'hui comme hier, la revue n'a d'autre raison que de recueillir et de diffuser les résultats de cette immense enquête. Par la fidélité à ce programme, elle continuera de satisfaire à son devoir de reconnaissance.»

Manifestement, le «fait français» ne pouvait être original, puisqu'il était «normal», et la reconnaissance envers le fondateur de la revue n'était plus de saison. On s'est donné le mot ces derniers temps pour nous inciter à jeter sur la mémoire de Groulx le manteau de Noé. Gérard Bouchard fait mine de s'opposer, mais approuve au fond et — signe des temps — *l'Action nationale* publie son texte sans état d'âme ni mise au point (avril 1997). Bouchard commence même à insinuer que la pensée de Fernand Dumont, admirateur critique de Groulx, serait suspecte à certains égards⁸. La

distinction qu'il maintenait, malgré les effets de mode, entre la nation et la communauté politique le place essentiellement dans le même camp que Groulx, dont le nationalisme était culturel parce qu'il reposait sur la nation-histoire, la nation-tradition, la nation-culture, et non sur la nation-contrat. Ce n'est qu'une question de temps avant qu'un écrivain peu épris de nuance ne le désigne à la vindicte publique pour cause de cryptoracisme. Car on ne manquera pas de lui tenir rigueur d'avoir appliqué pour son propre compte, face à la Révolution tranquille comme phénomène moral, et à la modernité déroulant l'écheveau de ses conséquences contradictoires, la stratégie qu'il conseillait rétrospectivement à l'Église du XIX^e siècle: «des procédés un peu raffinés d'acceptation et de refus⁹». Ce climat de suspicion, il faut en marquer la place dans l'entrelacement des conditions sociales de la pratique historique au cours des trois ou quatre derniers lustres.

M. Rudin semble insensible à la qualité caractéristique de la prose historique de Groulx. Je veux dire sa densité et cet air de grandeur qu'elle prenait naturellement parce qu'il savait ramener le passé, même celui des humbles, à «sa donnée vitale¹⁰». Cela tient à sa noblesse d'âme, à sa rigueur morale et à ce qu'il appelait lui-même «la bienfaisante morsure de l'angoisse». Les révisionnistes, sauf exception, ne connaissent pas l'angoisse. Ils sont les historiographes d'une catégorie sociale satisfaite; leur triomphalisme est discret, mais il n'en est pas moins réel. La force de la prose historique de Groulx s'explique aussi par la puissante unité qui dominait sa pensée. Par comparaison, ses contempteurs semblent en proie au «mal parnassien», selon l'expression d'un jeune auteur du milieu des années 1890: «Or c'est le même mal qui sévit devant nous en morale et en politique, en philosophie sociale, cette impuissance à réduire les formes, les pensées, les visions, les rêves à la loi d'aucune Unité.» Enfin, Groulx aimait profondément son métier d'historien, qu'avec le temps il avait appris à ramener à de plus justes proportions. Réfléchissant en 1954 à sa conception de l'histoire à l'époque de la Grande Guerre, il ressentait le besoin de la nuancer et d'assigner à la discipline historique «un rôle plus désintéressé, plus dégagé». Ce repentir s'accompagnait de l'aveu, pour le moins ambigu, de «l'évolution que subit, avec le temps, ma pensée d'historien, si évolution il y eut¹¹».

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas demander à la discipline historique ce qu'elle ne peut donner; elle n'est ni une métaphysique, ni une morale. Pourtant, toute œuvre historique est gouvernée par une philosophie, au su ou à l'insu de l'historien. En contemplant, dans le livre si utile de M. Rudin, le défilé des historiens, de Garneau à Groulx, de Groulx à Ouellet et de Ouellet à Linteau, une réflexion d'Henri Massis, profondément vraie, m'est revenue à la mémoire: «Précédée d'une politique rationnelle, d'une

psychologie maintenue dans ses limites propres et vivifiée par une doctrine, l'histoire est un art infiniment précieux, un immense recours pour l'esprit dans la recherche de la vérité.» Qui en a saisi la justesse est à jamais défendu contre l'illusion positiviste, qui consiste à s'inventer un hippogriffe et à y croire: une histoire qui s'écrirait dans une indépendance radicale par rapport à toute doctrine. Chez Groulx, l'idée de l'histoire, maîtresse de vie n'était jamais que suspendue, la moindre secousse la ranimait. La responsabilité sociale de l'historien lui paraissait terrible. L'histoire figurait soit l'assise de la cité à réformer, soit le rempart de la cité à défendre. À ses yeux, l'historien était comparable à l'élite de la Grèce ancienne, dans son devoir de préservation de l'esprit national, de résistance à la déculturation: «Quand les meilleurs d'Athènes eurent perdu l'indépendance, a-t-on écrit un jour, le génie et le goût de la race n'y firent rien, l'esprit succomba après le rempart». Comme Arthur Lower au Canada anglais, Groulx appartient à une lignée en voie d'extinction, la grande lignée des historiens humanistes. Ne serait-ce qu'à cause de cela, on le lira encore longtemps.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Lettre de Lionel Groulx à Anatole Vanier, 16 août 1956, Archives du Centre de recherche Lionel-Groulx, Fonds Lionel Groulx.
2. Nive Voisine, *Louis-François Laflèche, deuxième évêque de Trois-Rivières*, tome 1, *Dans le sillage de Pie IX et de Mgr Bourget (1818-1878)*, Saint-Hyacinthe, Edisem, 1980, p. 21.
3. *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher et al., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 299-309.
4. Voir le chapitre 3 du tome premier. Peut-on imaginer une histoire de France où les Français seraient désignés comme un groupe ethnique, ou une histoire des États-Unis où les Américains anglo-saxons joueraient le rôle d'*ethnics*?
5. Philippe Garigue, avec la collaboration de Raymonde Savard, *Bibliographie du Québec (1955-1965)*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1967, p. 7.
6. J'emprunte l'expression à Groulx dans *la Naissance d'une race*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1919, p. 7.
7. Jean-Marc Larrue, *Le Monument inattendu. Le Monument national, 1893-1993*, Montréal, Hurtubise HMH, 1993, p. 149.
8. Gérard Bouchard, «Contre le retour d'une pensée ethnique», *La Presse*, 6 mai 1998, p. B3. Malgré des nuances et des subtilités, le courant de pensée représenté ici par Bouchard nie que les Canadiens-Français du Québec constituent une nation. En effet, même majoritaires, ils ne sont qu'une composante parmi d'autres de la nation québécoise. La confusion est telle que l'on en vient à dire que le Québec est une nation. Ce dernier énoncé n'est ni exact, ni logique: le Québec est un État ou un quasi-État. D'autre part, il convient de remarquer que les tenants de la nation-culture, adversaires de la nation-contrat, n'ont jamais contesté que, dans la République indépendante du Québec, tous les adultes natifs ou naturalisés seraient titulaires de la citoyenneté et du

droit de suffrage, et formeraient la nation au sens de communauté politique personnifiée par une autorité souveraine.

9. Fernand Dumont, *Pour la conversion de la pensée chrétienne. Essai*, Montréal, HMH, 1964, p. 19.

10. Émile Chartier, [Présentation], Lionel Groulx, «Nos luttes constitutionnelles, 1791-1840», *Revue canadienne*, vol. 15, no. 6, juin 1915, p. 481.

11. Lionel Groulx, *Mes mémoires*, Montréal, Fides, 1970, tome 1, p. 304.